

# Introduction

Cette livraison de la *Revue des politiques sociales et familiales* présente un ensemble d'enquêtes ethnographiques menées auprès d'unités domestiques pauvres. Celles-ci entendent décrire aussi complètement que possible comment les personnes s'en sortent mais également ce à quoi elles tiennent. Les investigations procèdent alors d'une même observation, triviale mais comme insoupçonnée : dans une famille de chômeurs espagnols, ou une autre de sans-papiers à Paris, dans une fratrie jordanienne vivant au compte-gouttes ou dans une maisonnée cubaine touchée par la grave maladie d'un de ses membres, chez une ouvrière retraitée du textile troyen ou chez des alternatifs écologiques vivant à l'écart des circuits économiques monétaires, les gens comptent. Ils réalisent des arbitrages quotidiens pour des affaires ordinaires ou exceptionnelles, ils jaugent leurs ressources, leurs dépenses et leur temps en référence à d'autres. Ils affrontent des difficultés qui mettent à l'épreuve, révèlent et façonnent le domaine de ce qui importe. C'est en suivant ainsi les personnes dans le quotidien de leurs décisions au moment des transactions, puis après coup au moment des bilans, que les chercheurs découvrent comment les unités domestiques pauvres étudiées parviennent à « joindre les deux bouts ».

Dans son usage courant, cette expression indique la difficulté de finir le mois, que l'on peut imaginer d'autant plus prononcée que l'on a peu. Le dossier devait d'ailleurs s'intituler « De quoi vivent les pauvres ? ». La question embrassait large, comme une provocation. Les vicissitudes matérielles de groupes démunis comme les combines pour y faire face sont en effet largement documentées. Arrivée à un certain point, la description détaillée de la survie ne donnerait plus rien d'autre à voir que la curiosité sinistre ou l'attrait romancé des enquêteurs (Wacquant, 2002) pour les mondes de misère examinés. Selon certains reproches sociologiques, ce genre de démarche participerait à la méconnaissance des déterminants structurels et des formes contemporaines de ces situations de relégation et de domination. Elle contribuerait donc à désarmer toute critique. Par conséquent, il n'y aurait pas lieu d'enquêter de façon trop minutieuse sur les conditions de vie des groupes déshérités. Mais ces reproches comportent un préjugé : que les pauvres sont, en définitive, ceux à qui il manque. La question « De quoi vivent les pauvres ? » entendait ainsi rouvrir le champ de la description, en invitant à prendre en considération l'ensemble des ressources mobilisées et leurs usages, soit une activité de gestion beaucoup plus complexe qu'on ne le présume, et de placer au centre de l'investigation les techniques et l'art de mener sa vie.

Le mouvement n'est évidemment pas sans rappeler celui du courant d'ethnographie économique développé en France autour de Florence Weber dans le sillage des travaux de Viviana Zelizer en particulier. Les articles rassemblés dans ce numéro décrivent tous des « calculs économiques ordinaires », soit « *des modes d'évaluation des coûts et des gains, monétaires ou non, à l'œuvre dans les décisions, petites ou grandes, quotidiennes ou exceptionnelles, conscientes ou automatiques, prises par les individus lorsqu'ils agissent* » (Weber, 2013, p. 367). Ils mettent en lumière des écarts considérables entre les évaluations internes aux groupes étudiés et celles que portent sur eux, notamment, les agents chargés de les aider et de les contrôler, où se forment des fossés d'incompréhension et d'incommunicabilité que d'autres travaux ont déjà finement rapportés (par exemple les articles regroupés par Lacan *et al.*, 2009 ; Perrin-Heredia, 2011). Mais la description des évaluations économiques se donne ici une exigence supplémentaire : celle de pouvoir (re)faire les comptes et les budgets des unités domestiques observées.

C'est d'abord une condition nécessaire pour expliquer pourquoi les impécunieux ne meurent pas de faim – une issue logique si l'on se limitait aux mesures statistiques officielles. Tous les enquêtés vivent en deçà ou à la lisière du « seuil de pauvreté », avec des revenus fluctuant énormément et parfois modiques ; ils doivent faire face à des dépenses courantes ou exceptionnelles qui paraissent au premier abord irrécouvrables – et encore, ils ne comptent pas parmi les plus démunis de leurs groupes de référence. Toutefois, il ne suffit pas d'avoir

repéré des expédients ou des privations invisibles à l'encadrement social pour dire comment ils s'assemblent de sorte à permettre la simple subsistance. Toutes les recherches présentées ont donc procédé par inventaire des ressources (des biens et des revenus, en argent ou en nature) et des dépenses, par des relevés aussi complets que possibles des transactions et de leurs références d'évaluation, pour décrire au ras du sol comment les gens parviennent effectivement à « joindre les deux bouts ».

L'expression pointe alors, c'est sa seconde signification, une règle comptable : un budget est nécessairement équilibré. Si, au sens courant, il peut y avoir « déséquilibre », un déficit du mois ou de l'année, il devient alors indispensable d'enquêter sur les manières de faire face au « trou » qui empêche de joindre les deux bouts, d'affronter ou de contourner l'endettement formel et les dus informels. L'exigence est simple à formuler mais n'est pas dans les habitudes d'enquête : l'exercice demande un travail minutieux, des inventaires fastidieux, sauf à s'en tenir aux approximations insatisfaisantes des comptabilités officielles – celles des banques qui accordent crédit aux ménages endettés, celles des agents qui contrôlent leur consommation, ou encore des travailleurs sociaux qui conditionnent le bénéfice d'un logement à des mesures de reste à vivre parfaitement déconnectées des transactions économiques ordinaires mais valant jugement sur l'autonomie des possibles occupants. L'exercice d'inventaire n'a cependant pas pour seule visée l'écriture d'un budget dûment « équilibré », mais aussi de restituer ce qu'est pour les enquêtés la bonne balance entre recettes et dépenses, en argent, mais aussi en nature. C'est une technique d'investigation qui permet de restituer les arbitrages que font les individus par rapport aux contraintes qui sont les leurs, de dévoiler un paysage limité de possibilités en examinant les transactions effectuées et celles qui auraient été envisageables, de faire apparaître les questions pratiques qui conduisent à certaines orientations dans le monde plutôt qu'à d'autres, compte tenu des possibilités d'action qui s'ouvrent à eux. Compter s'enrichit ainsi de nouvelles significations : il s'agit de comprendre ce qui importe pour chacun et en commun, relativement aux manières dont on est pris en compte par autrui.

La question « De quoi vivent les pauvres ? » pouvait suggérer qu'une vie de pauvre était une pauvre vie et laissait logiquement le collectif d'enquêteurs insatisfait. Certes, les suivis ethnographiques témoignent à des degrés divers de manques de ressources et de tensions budgétaires tels qu'ils sont vécus au quotidien. C'est le cas par exemple lorsque les allocations chômage s'effondrent en fin de droits et qu'il reste des traites à régler (Pierre Blavier), lorsqu'un patron met les voiles avec les deux mois de salaire qu'il doit au noir à un manœuvre sans papiers dont l'épouse est sur le point d'accoucher (Erwan Le Méner), lorsqu'un cancer frappe un membre de la maisonnée et implique de liquider des biens séance tenante (Margalida Mulet Pascual), ou moins tragiquement lorsque la facture d'eau s'envole sans raison apparente et ébranle le mode de gestion du pécule familial (Lorraine Guénée). Mais on peut aussi bien vivre de peu, comme Danièle, cette ancienne ouvrière du textile qui a toute sa vie consacré ses économies – son argent mais aussi son temps – aux autres : aux ouvriers par son engagement syndical, à ses concitoyens par son élection au conseil municipal, à sa famille (ses parents et sa fratrie) de bien des manières et sans relâche, et à sa communauté religieuse en maintes occasions (Odile Macchi). On peut également vouloir vivre mieux avec moins, comme ce couple installé en yourte avec sa petite fille, limitant autant que possible ses échanges en argent à la faveur de son implantation sur un terrain permettant l'autoproduction et l'autoconsommation, dans un milieu dense de relations et d'entraide. Partant, l'activité marchande de boulangerie peut être restreinte à quelques ventes hebdomadaires, libérant un temps important pour pouvoir bien vivre ensemble, en réseau, localement (Geneviève Pruvost). Mais les privations subies par les autres unités domestiques ne doivent pas amener à négliger leurs efforts pour tenir le cap d'une vie réussie. Et c'est justement en suivant les différentes manières de faire les comptes que l'on voit se dessiner ces perspectives. Elles peuvent s'apercevoir à travers les reproches d'une épouse sur la sous-activité laborieuse et domestique de son mari, laquelle semble compromettre le projet d'une vie solidaire face à l'épreuve de la crise économique (Pierre Blavier) ; elles peuvent se lire dans la quasi-absence de dépenses de loisirs chez des parents sans logement, et dans l'importance de celles consacrées à leur enfant, auquel ils dévouent leur vie (Erwan Le Méner) ; elles se révèlent dans la mobilisation de toutes les ressources possibles dans un réseau étendu de proches et de moins proches, pour permettre à la mère du principal enquêté de guérir d'un cancer et affirmer là encore un principe de solidarité des ménages d'une parenté, transnationale cette fois (Margalida Mulet Pascual) ; elle s'incarnent enfin en chorégraphiant une partition des temps et des lieux familiaux qui réserve à chacun des

marges de liberté et qui exprime pour tous l'idéal d'une solidarité fraternelle et intergénérationnelle, dans un monde sans certitude d'avenir (Lorraine Guénée). Toutes les enquêtes témoignent ainsi d'orientations vers des vies qui en valent la peine. Ces orientations peuvent être contrariées par l'expérience du chômage, de la misère ou encore par la maladie, elles peuvent être menacées par l'effritement des protections sociales et les défaillances de l'État, elles peuvent accabler ceux qui s'obstinent à les suivre. Mais pour eux précisément, elles en valent la peine. Encore faut-il pour le démontrer prendre en compte ce que les gens prennent en compte.

Alain Cottureau présente en ouverture du dossier les soubassements de cette anthropologie de l'évaluation, autrement appelée « ethnocomptabilité » ou comptabilité contextuelle. Un premier ensemble de travaux montre des familles aux prises avec des contraintes budgétaires considérables et des événements biographiques qui sont autant de chocs sur les ressources et les dépenses du groupe (Pierre Blavier, Erwan Le Méner, Margalida Mulet Pascual). Suivent trois autres articles qui s'intéressent à des unités domestiques vivant avec peu, mais où la modestie des ressources passe pratiquement à l'arrière-plan des considérations et où la frugalité est érigée, bon gré mal gré, en mode de vie (Lorraine Guénée, Odile Macchi et Geneviève Pruvost).

Les auteurs ont développé le goût de ce genre d'enquête en lisant *Une famille andalouse* (Cottureau et Marzok, 2012) ou en assistant à la revisite des monographies budgétaires fondatrices des *Ouvriers Européens* et des *Ouvriers des deux mondes* (1848-1930) (Baciocchi, 2003 ; Baciocchi et David, 2005-2006 ; Cottureau, 2005-2006). Les enquêtes présentées ici et d'autres travaux aujourd'hui en préparation doivent ainsi énormément à la fréquentation du séminaire « Pratiques d'enquête et sens de la réalité sociale », animé à l'École des hautes études en sciences sociales par Alain Cottureau et Stéphane Baciocchi, et à l'entourage de ce séminaire<sup>(1)</sup>. Toutes les contributions de ce numéro ont été composées dans cet espace d'enquête collective.



**Erwan Le Méner**  
Observatoire du Samusocial de Paris  
Centre d'étude des mouvements sociaux  
École des hautes études en sciences sociales

(1) Les conseils d'Anne Lhuissier ont accompagné toute la préparation de ce dossier. Certaines enquêtes ont été discutées en détail dans l'« Atelier collectif de description et d'écriture scientifique de l'action humaine (EHES) ».

### Bibliographie

- Baciocchi S. (dir.), 2003, Revisiter les monographies de familles ouvrières, *Les Études Sociales*, n° 138.
- Baciocchi S., David J., 2005-2006, *Frédéric Le Play. Éléments d'épistémologie et de science sociale*, (anthologie éditée et présentée par Stéphane Baciocchi et Jérôme David, *Les Études Sociales*, n° 142-143-144, p. 7-117 et 132-223.
- Cottureau A., 2005-2006., Le Play, économiste in Baciocchi S., David J., « Frédéric Le Play. Éléments d'épistémologie et de science sociale », *Les Études Sociales*, n° 142-143-144, p. 119-131.
- Cottureau A., Marzok M. M., 2012, *Une famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène.
- Lacan L., Lazarus J., Perrin-Heredia A., Plot S. (dir), 2009, Vivre et faire vivre à crédit : agents économiques ordinaires et institutions financières dans les situations d'endettement, introduction, *Sociétés contemporaines*, « Vivre et faire vivre à crédit », vol. 4, n° 76, p. 5-15.
- Perrin-Heredia A., 2011, Faire les comptes : normes comptables, normes sociales, *Genèses*, vol. 3, n° 84, p. 69-92.
- Wacquant L., 2002, Scrutinizing the Street: Poverty, Morality, and the Pitfalls of Urban Ethnography, *American Journal of Sociology*, vol. 107, n° 6, p. 1468-1532.
- Weber F., 2013. Le calcul économique ordinaire, in Steiner P. et Vatin F. (dir.), *Traité de sociologie économique*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 367-407.